

« La pandémie démontre la nécessité d'associer les compétences vétérinaires à celles des médecins et des scientifiques »

 [lemonde.fr/idees/article/2020/08/05/la-pandemie-demonstre-la-necessite-d-associer-les-competences-veterinaires-a-celles-des-medecins-et-des-scientifiques_6048221_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/08/05/la-pandemie-demonstre-la-necessite-d-associer-les-competences-veterinaires-a-celles-des-medecins-et-des-scientifiques_6048221_3232.html)

Tribune. « *Moi qui suis si peu médecin, si peu vétérinaire...* », déclarait Louis Pasteur, le 12 février 1880, s'étonnant d'être à la fois membre de l'Académie nationale de médecine et désormais de la Société centrale de médecine vétérinaire, ancêtre de l'Académie vétérinaire de France, qui l'accueillait pour donner une communication. Mais « *la science est une* », ajoutait-il, et « *c'est l'homme seulement qui en raison de la faiblesse de son intelligence, y établit des catégories* ».

Outre celui de Louis Pasteur (1822-1895), la France est le pays de René Descartes (1596-1650), de Claude Bernard (1813-1878), fondateur de la médecine expérimentale, ainsi que de Claude Bourgelat (1712-1779), fondateur des premières écoles vétérinaires. Autant de personnalités qui, à leur façon, ont récusé les trop rigides cloisonnements du savoir et dont l'attitude devrait nous inspirer face à l'actuel défi sanitaire.



« Louis Pasteur, René Descartes, Claude Bernard, Claude Bourgelat. Autant de personnalités qui, à leur façon, ont récusé les trop rigides cloisonnements du savoir et dont l'attitude devrait nous inspirer face à l'actuel défi sanitaire » (Timbre paru en 2011 dessiné par Sophie Beaujard, gravé par Yves Beaujard et imprimé en taille-douce). DR/La Poste

Même si la situation sanitaire due au coronavirus n'est pas inédite au vu de la pandémie de 1969 (grippe de Hongkong, 40 000 décès en France, un million dans le monde), la pandémie actuelle démontre la nécessité de tirer des enseignements de cette crise pour construire une approche globale basée sur le concept « One Health » (« une seule santé ») associant santé humaine, santé des élevages et des cultures et santé des écosystèmes.

Continuum entre animaux et êtres humains

La pandémie de Covid-19 a remis au premier plan les liens étroits qui existent entre ces différentes santés et le continuum entre animaux et êtres humains. Plus de 75 % des agents pathogènes de l'homme sont issus des animaux. Les coronaviruses, répandues dans le règne animal, font partie de ces maladies des animaux transmissibles à l'homme (zoonoses). Pour les vétérinaires, les coronavirus sont des ennemis de tous les jours et leur expertise dans ce domaine et dans la fabrication de vaccins anticoronavirus aurait mérité d'être plus exploitée.

Certes, des vétérinaires et des écologues ont été présents dans des équipes de recherche de médecine humaine, une importante mobilisation de vétérinaires praticiens s'est traduite par la fourniture de matériels à des unités de réanimation et de consommables pour les hôpitaux et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), et l'autorisation a été finalement donnée aux industriels et laboratoires vétérinaires de produire des tests PCR et effectuer des analyses à grande échelle. Mais les sciences vétérinaires auraient dû être davantage sollicitées dans l'esprit du concept de santé globale multidisciplinaire.

Lire aussi Coronavirus : « En réduisant la diversité, on augmente la probabilité qu'un virus passe d'une espèce à l'autre et atteigne les hommes »

Rappelons qu'une collaboration exemplaire entre médecins et vétérinaires a permis l'éradication sur notre planète de la peste bovine en 2011. Les champs d'application et d'expertise des sciences vétérinaires rappelés par l'Académie vétérinaire de France sont nombreux : surveillance sanitaire, biosécurité, épidémiologie, virologie, bactériologie, parasitologie, toxicologie, thérapeutique, prophylaxie (vaccinologie), sécurité des aliments, et gestion de crises sanitaires. Ces expertises doivent être légitimement et utilement associées aux commissions gouvernementales qui devront faire le bilan de la gestion de la pandémie en France.

Pour aller plus loin, la crise de la pandémie Covid-19 a clairement montré que notre pays, à rebours de sa propre histoire, a rencontré des difficultés et a dû surmonter des obstacles pour associer les compétences vétérinaires à celles des médecins et des scientifiques.

Abolition des hégémonies

D'autres pays, dont l'Allemagne, les ont associées dès le départ, en particulier pour permettre de réaliser rapidement des tests PCR. Les problématiques de la santé humaine, de la santé des espèces domestiques (élevages et cultures) et de la santé de la faune et de la flore sauvages (biodiversité et santé des écosystèmes) sont aujourd'hui gérées de manière cloisonnée par plusieurs ministères au détriment des énormes synergies potentielles pour une approche globale associant les différentes santés.

Lire aussi Scientifiques, mécènes et philanthropes : tous unis pour défendre une santé globale

Construire une approche globale de la santé nécessitera de dépasser la simple incantation du concept « One-Health » et exigera une véritable collaboration transdisciplinaire, une abolition des hégémonies d'écoles et de pensées. Impérieuse est la nécessité de développer les synergies entre l'agriculture, l'alimentation, la santé et l'environnement.

La volonté politique doit être nationale et internationale pour véritablement intégrer les dimensions médicale, vétérinaire et écologique de la santé. Cette démarche arrive au même moment que deux réformes majeures en cours sur lesquelles elle doit s'adosser :

la réforme de l'enseignement de la médecine et la loi de programmation pluriannuelle de la recherche. Cette vision globale doit s'inscrire dans le futur plan national santé-environnement en y associant plus étroitement le ministère de l'agriculture.

Lire aussi « Arrêter de maltraiter les animaux et les écosystèmes est aussi un impératif de santé humaine »

Prenons quelques exemples.

Au niveau national : il faut décloisonner l'enseignement dans les écoles vétérinaires et agronomiques, les facultés de médecine et celles des sciences écologiques, si divisées car appartenant à des ministères différents, et renforcer leur capacité à former des chercheurs de premier ordre collaborant avec les cliniciens.

Un groupe d'experts intergouvernemental

Un groupe national environnement santé pourrait également être mobilisé avec des fonds publics et privés, réunissant et mobilisant des scientifiques de tous horizons, notamment issus d'instituts de recherche de médecine humaine, de santé animale, de santé végétale et environnementale. Ce groupe devrait permettre aux professionnels et aux administrations de mieux appréhender les enjeux du futur : climat, biodiversité, développement compatible avec les limites planétaires.

En matière de gouvernance internationale, les trois grandes organisations concernées – l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) – en sont restées à un principe de collaboration sans programme d'action spécifique et financé. Il est désormais urgent pour mieux se préparer et réduire les risques de pandémies d'améliorer la production en commun des savoirs des acteurs concernés.

Lire aussi Covid-19 : « L'expertise des vétérinaires aurait pu être davantage sollicitée » Certains évoquent, au sens épistémique, les concepts d'« Eco Health », « Global Health » ou « Planetary Health » (santés écologique, globale ou planétaire). Au niveau international, cette approche holistique pourrait, à l'instar de ce qui a été fait pour le changement climatique avec le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), passer par la création d'un groupe d'experts intergouvernemental sur la santé.

L'Académie vétérinaire de France propose qu'un tel groupe soit une émanation de l'alliance OMS-FAO-OIE, associée au Programme des Nations-unies pour l'environnement (PNUE) et qu'il soit mandaté par le secrétaire général des Nations unies.

Les signataires : Jean-Luc Angot, docteur vétérinaire, président de l'Académie vétérinaire de France ; **Benoît Assémat**, docteur vétérinaire ; **Bernard Chevassus-au-Louis**, président de l'association Humanité et biodiversité ; **Marc Dhenain**,

docteur vétérinaire, directeur de recherche, CNRS, Académie vétérinaire de France, Académie nationale de médecine ; **Loïc Dombreval**, docteur vétérinaire, député (LRM) des Alpes-Maritimes ; **Jean Dupouy-Camet**, docteur en médecine, professeur émérite, faculté de médecine de l'université de Paris ; **Jean-Yves Gauchot**, docteur vétérinaire, président de la Fédération des syndicats vétérinaires de France (FSVF) ; **Jean-François Guégan**, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et à l'institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) ; **Jean-Pierre Jégou**, docteur vétérinaire, président de SpéVet, secrétaire général de l'Académie vétérinaire de France ; **Serge Morand**, chercheur au CNRS et au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) ; **Serge G. Rosolen**, docteur vétérinaire, docteur ès science, membre de l'Académie nationale de médecine et de l'Académie vétérinaire de France ; **Muriel Vayssier-Taussat**, directrice de recherche à l'Inrae, chef du département santé animale, directrice de l'Institut Carnot France Futur Elevage.

Collectif
